

Staline et la question juive

De 1998, alors qu'Eltsine était encore au pouvoir, Poutine en embuscade, à 2003, la troisième année du premier mandat de Poutine, celui-ci expropria et fit envoyer en prison un certain nombre d'« oligarques », terme qui avait été mis à la mode l'année même par l'un d'entre eux, Berezovsky et, du fait que certains des « oligarques » à qui Poutine s'en prenait étaient juifs, d'aucuns, à l'Ouest, particulièrement ceux qui avaient des sympathies pour l'eurasisme, y ont vu le signe que Poutine était antisémite et, se laissant entraîner dans une spirale prophétique, se sont mis à crier sur tous les toits qu'il menait là une campagne antisémite au nom de la « Sainte Russie », ce qui ne manque pas de piquant, quand on sait que Poutine est lui-même d'origine juive. A l'époque, la judéité de Poutine était méconnue. Des excuses pouvaient donc être cherchées à nos exaltés, qu'ils le fussent par idéalisme ou pour des raisons dont il n'est pas certain qu'elles soient totalement, le rouble étant convertible, désintéressées. Les idéalistes n'en ont plus aujourd'hui, d'excuses, alors qu'une étude sérieuse réalisée sur les « oligarques » en 2007 a établi que « les affaires des oligarques juifs qui ont réussi à survivre (au moins jusqu'à ce jour) sous M. Poutine semblent être des plus florissantes » (*). Sept ans plus tard, elles sont toujours des plus florissantes. « La juiverie russe est aujourd'hui la communauté juive la plus riche dans le monde, expliquait dès 2009 Aryeh Zuckerman, secrétaire général du Fonds juif européen... Elle est très proche de la communauté juive des États-Unis [en richesse] et beaucoup plus petite. Si nous parlons de mégamilliardaires, nous en avons quelques-uns. Si vous parlez de multi-millionnaires, alors nous avons des tas (**). »

L'article qui suit s'attaque à un autre fantasme, celui de l'antisémitisme de Staline, nourri, celui-ci, dans les milieux les plus variés, de l'extrême gauche à ceux qui sont dits d'« extrême droite ». Et le pulvérise (***) .

Dans le Volk, communauté nationale-raciale conçue d'une manière mystique, il n'y a plus d'oppositions artificielles, dans les domaines de l'économie et des services, comme il en existe dans les sociétés caractérisées par l'individualisme bourgeois ou par la lutte des classes au sens marxiste ; il n'y a plus qu'une seule totalité organique et vivante, hiérarchiquement organisée dans le cadre d'un socialisme autoritaire et solidariste de style prussien ... pour reprendre les mots du docteur Ley, chef du « Front du travail » allemand sous le régime hitlérien : « Le national-socialisme peut se prévaloir d'avoir développé la personnalité au plus haut point, mais au profit et non aux dépens de la communauté. Ce que nous avons atteint de la sorte, c'est le véritable socialisme. »

La national-socialisme est l'expression – adaptée aux conditions historiques concrètes – d'une forme ancienne, nordique et germanique, de la chose politique ; celle-ci est animée par des valeurs aristocratiques, hiérarchiques et qualitatives, qui extraient littéralement de la communauté populaire les individus de valeur pour faire d'eux une aristocratie du mérite, une élite politique capable de nier

radicalement, sur tout l'échiquier politique, de la gauche à la droite, les idéologies abstraites, qu'elles soient bourgeoises ou prolétariennes. En niant ces idéologies abstraites, le national-socialisme refusa du même coup les formules politiques et sociales que suggéraient ces idéologies.

Sous l'impulsion de ce national-socialisme, dans les masses prolétariennes, débarrassées des conditions dévalorisantes de la prolétarisation, naissent ces profils métalliques de travailleurs-soldats, virils et responsables, figures de militants de l'Etat populaire national-socialiste.

Le paysan allemand, désormais protégé et valorisé par un système juridique et économique radicalement anticapitaliste, retrouve sa fonction initiale, celle de régénérateur, de réactiveur d'énergies non contaminées par la mentalité mercantile et par la décadence et les raffinements de la vie urbaine.

La communauté nationale-populaire, la Volksgemeinschaft, des soldats, des paysans et des ouvriers, se pose comme protagoniste dans la lutte de restauration de l'indépendance économique et de la liberté politique de la nation allemande.

Une révolution antiploutocratique

L'Allemagne nationale-socialiste se veut le guide de la révolution antiploutocratique en Europe, apparaît comme un espoir de libération pour les peuples d'Europe et du monde (1) assujettis et exploités par la haute finance, décrétée « juive » pour les besoins de la propagande. Donc, l'un des objectifs majeurs de la politique nationale-socialiste était de libérer le peuple allemand de cet assujettissement au capitalisme international. Dans ce but, les nouvelles autorités imposèrent le cours fort du mark ; l'émission de la monnaie allemande, qui cessait d'être convertible en or ou dans une monnaie anglo-saxonne, était rigoureusement liée au travail même du peuple, travail considéré comme la base unique de la richesse nationale.

Cette politique économique autarcique était en porte-à-faux avec toutes les pratiques conventionnelles. Elle refusait la logique de la dette. Or, comme l'a dit Ezra Pound dans l'un de ses pamphlets contre l'« usure », « une nation qui ne veut pas s'endetter fait enrager les usuriers » ; l'« Occident capitaliste », « usurocratique » dans la langue de Pound, n'admit pas cette logique d'indépendance ; il oeuvra donc pour qu'un conflit mondial éclate contre le Troisième Reich et contre l'Europe en général.

En Russie, après la mort de Lénine, survenue en 1924, Staline, secrétaire général du PCUS depuis 1922, déclenche le processus d'élimination de la « gauche bolchevique », comme on l'appelait à l'époque. Cette « gauche bolchevique » était incarnée par Trotski, Kamenev, Zinoviev et Radek, c'est-à-dire ceux que les antisémites nommaient « les cadres juifs internationalistes » ; responsables de l'organisation et de l'exécution du coup d'Etat bolchevique de 1917, ils avaient reçu des aides substantielles de leurs coreligionnaires d'outre-Atlantique (les banquiers juifs Schiff, Warburg, Guggenheim, etc.), afin de renverser le régime antisémite des tsars. Ces « cadres juifs » avaient conservé des liens solides avec le capitalisme « occidental ».

La campagne d'élimination de l'« opposition de gauche » en Union soviétique atteignit son point culminant dans les années 1936/1938. Il est intéressant de noter que Kamenev (de son vrai nom Apfelbaum) et Zinoviev (de son vrai nom Radomyski) furent fusillés en août 1936, quelques mois avant que ne soit introduite la nouvelle constitution soviétique (celle du 5 décembre 1936), où la « restauration stalinienne » trouve véritablement son expression juridique. En février 1937, ce fut au tour de Radek et de Sokolnikov d'être fusillés. En mars 1938, Staline organisa le procès de Boukharine, Rakovsky, Yagoda, Rykov et d'autres « opposants de gauche » liés au trotskisme et à la « plutocratie cosmopolite ».

Cette purge ne doit toutefois pas être attribuée à l'« antisémitisme » de Staline, c'est-à-dire à une aversion viscérale qu'il aurait nourrie à l'égard de l'« essence » profonde de la judéité et des traits de caractère des Juifs. Staline n'avait pas non plus la volonté de couper tous les ponts qui unissaient l'Union soviétique à la plutocratie « occidentale » (2). Les motivations de Staline sont autres : il souhaitait plus simplement liquider une tendance politique et idéologique qui avait élaboré une interprétation de la pensée marxienne différente de la sienne et avait déduit de cette interprétation des modèles de gestion du pouvoir soviétique opposés à ceux préconisés par Staline lui-même. Cette querelle idéologique conduisit à un affrontement entre deux factions rivales du PCUS.

Staline, bien qu'ayant lui-même des origines juives (3), comprenait que le marxisme ne pouvait survivre que s'il était réalisé « dans un seul pays ». Seule la naissance d'une sorte de « national-communisme » enraciné dans les courants historiques les plus profonds du panslavisme, dans le cadre d'une conception autoritaire, bureaucratique et centralisatrice du pouvoir et de l'Etat, pourrait permettre l'avènement du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire, dans le cas qui nous occupe, en Union soviétique.

Trotski, plus cohérent dans son interprétation de la pensée de Marx, affirme au contraire une conception démocratique et « assembléiste » de l'Etat et la fonde sur la centralité des Soviets, conçus comme les structures représentatives de base, autour desquelles il articule la théorie de la « révolution

permanente » et, sur le plan de la politique étrangère, préconise l’« internationalisme prolétarien ». La mentalité cosmopolite du « gang judéo-trotskiste », comme l’appelaient les staliniens les plus agressifs, se reflète pleinement dans cette vision dérivée en droite ligne de l’intellectualisme des Lumières qui avait imprégné toute la culture laïque en Europe au cours des deux siècles précédents.

Staline, alias Joseph Vissarionovitch Djougachvili, était un dictateur d’origine juive, entouré de compagnons de combat juifs. « Le nom même de Staline, Djougachvili, signifie en géorgien « fils de juive » ; chvili, « fils » et djou-ga, « juive ». Originaire du Caucase, la famille Djougachvili, de religion chrétienne orthodoxe, s’était convertie au début du XIXe siècle (cf. Ivan Krylov, éd., Ma carrière au quartier général soviétique, cité dans le journal parisien *Le Nouveau Prométhée*, mai 1951).

La femme de Staline, Raïssa Kaganovitch, était également juive (3a) ; son père, Lazarus, fut vice-secrétaire du Parti communiste, commissaire du peuple à l’Industrie lourde et membre du Bureau politique. Quant aux beaux-frères de Staline, tous firent une brillante carrière dans les instances du régime : Mikhaïl Kaganovitch (4) fut commissaire du peuple à l’Industrie de guerre et membre du Comité central du Parti ; Aaron Kaganovitch fut administrateur des approvisionnements à Kiev ; Serge Kaganovitch fut un haut dirigeant de l’industrie textile ; enfin, Boris Kaganovitch, un haut dirigeant de l’industrie des fournitures militaires.

En outre, la femme de Molotov, numéro deux du Kremlin, était Paulina Zemchushchina-Karpovski (5), également d’origine israélite, ce qui permit à la Russie stalinienne de continuer à entretenir d’excellentes relations avec les ploutocrates de la famille Karp, en dépit de l’élimination des « cadres trotskistes ». « Les grandes fournitures américaines à l’Union soviétique en 1928, écrit Giovanni Preziosi, en navires, en armes, en machines-outils, etc. passeront toutes entre les mains de la famille Karp. Paulina Molotov conserva toujours d’excellentes relations avec les financiers juifs de New York : Jacob Schiff, Warburg et Kuhn, dont les relations directes avec l’israélite Maisky, ambassadeur d’Union soviétique à Londres, furent toujours relevées par la presse » (6).

Les plus proches collaborateurs de Staline furent également des Juifs, ainsi que les plus hauts représentants de la classe dirigeante soviétique, qui l’entourèrent jusqu’à sa mort, en 1953. Tout ceci infirme la thèse de l’antisémitisme de Staline. Citons quelques-uns des personnages clefs de la politique soviétique pendant l’ère stalinienne : Lavrenti Pavlovitch Beria, chef de la police politique de 1938 à 1953, devenu membre du Politburo en 1946 et nommé président du Conseil des Ministres et ministre de l’Intérieur en 1953 ; Lev Z. Mekhlis, éditeur de la *Pravda*, membre du Comité central du Parti jusqu’à sa mort, en 1953 ; Solomon Lozovski, nommé commissaire adjoint des affaires étrangères, chargé de l’Extrême-Orient et de la Scandinavie en 1939, vice secrétaire général de l’agence de presse

Sovinformburo pendant la guerre et membre du Comité antifasciste juif (7) ; August Jakobson, président du Présidium du Soviet suprême d'Estonie de 1950 à 1958 ; Eugène Varga (alias Weissfeld), conseiller économique de Staline ; Ilya Ehrenburg, chef de la propagande soviétique ; Anatoli Josefovitch Lavrentiev (alias Lippmann), ministre des Affaires étrangères de 1949 à 1951 ; P.A. Youdine, ministre des Travaux publics en 1950 ; August Kirchenstein, président du Présidium du Soviet suprême de Lettonie en 1951 ; Peter Levitsky, président du Conseil des nationalités en 1951 ; et nous pourrions, pour étayer notre thèse du philosémitisme de Staline, ajouter encore beaucoup d'autres noms (8). Le Jewish Chronicle du 6 avril 1951 écrivit que « beaucoup plus de Juifs russes ont mérité le prix Staline ».

Les communistes russes

L'élimination des trotskistes ne peut donc pas être attribuée à des positions ou à des choix antisémites, plus ou moins conscients et profonds, qu'aurait eues Staline. L'ère stalinienne jusqu'en 1949 montre bien que les communistes juifs installés au pouvoir dans les pays d'Europe orientale par les chars de l'Armée rouge ne subirent pas la moindre persécution ou la moindre tentative de persécution.

En Tchécoslovaquie, les premières arrestations de « dirigeants sionistes » n'eurent lieu qu'en 1949, tandis que le procès Slansky ne se tint qu'en 1952. La Tchécoslovaquie sera en outre le canal privilégié par lequel passeront en 1948 les aides soviétiques à Israël, qui, après avoir occupé la Palestine, cherchait à consolider sa base d'opérations au Moyen-Orient, pour poursuivre sa politique hostile au peuple palestinien et aux peuples arabes. « La Tchécoslovaquie bolchevique, écrit François Duprat, a envoyé cent dix Messerschmitt M2 109-G à Israël, ce qui a permis à son armée d'obtenir la supériorité aérienne. Du monde entier les marchands d'armes ont fait parvenir leurs cargaisons à Tel Aviv [...] Le Royaume-Uni est resté neutre, tandis que la France, les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont engagés à fond en faveur d'Israël ».

En Roumanie, [la ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre] Ana Pauker (née Hannah Rabinsohn) (9) est destituée en 1952, l'année où, entre autres choses, le Jewish Chronicle (du 22 février) put écrire que « les Juifs de Roumanie ont apporté leurs contributions dans tous les domaines de l'industrie d'Etat : dans le commerce, l'agriculture, l'éducation, l'armée, les Juifs, dans le domaine de l'économie, continuent à progresser à grands pas [...]. Car il n'y a pas d'obstacle au développement de la culture yiddish : en effet, on a créé de nombreux instituts de tous niveaux d'enseignement pour les étudiants juifs. Outre les centres culturels et éducatifs, on a pu monter des troupes de théâtre, des chœurs, ouvrir des bibliothèques ».

En Hongrie également, selon le docteur Bela Fabian, ancien membre du Parlement hongrois, dans une déclaration qu'il fit au Bureau d'information ukrainien en mars 1951, « la campagne antisioniste commence en 1949 ». Les victimes de cette campagne, qui furent tuées ou épurées, sont Zoltan Vas, ministre de la Planification, Gyula Décsi, ministre de la Justice, Timarand, assistant de la secrétaire d'Etat, Peter Gabor, chef de la police secrète, Csapa, chef du Département économique du ministère des Finances, István Szirmai, fonctionnaire du Parti communiste en charge des questions sionistes.

Dans l'Observer du 22 février 1953, page 7, Richard Lowenthal attribue la liquidation de ces hommes au fait qu'ils étaient en relations étroites avec des organisations internationales sionistes. En fait, « ils auraient plutôt tenté de remédier aux insuffisances chroniques du pays, en instaurant des échanges commerciaux et en établissant par la même des contacts, dangereux pour eux, avec des organisations internationales juives prospères, notamment l'American Joint Distribution Committee ».

En Allemagne de l'Est, la purge antisioniste commence à la fin de l'année 1952, plus précisément le 30 décembre, jour où l'on fit circuler une note signalant que le gouvernement de Pankow avait dissous son Bureau d'information, à la tête duquel siégeait l'Israélite Gerhard Eisler, tandis que le « Département presse » était dirigé par son coreligionnaire Albert Norden. Parmi les victimes de cette campagne antisioniste, citons Paul Merker, ancien secrétaire d'Etat à l'Agriculture, Léo Zuckermann, ancien chef de la chancellerie présidentielle, Max Kahan, directeur de l'agence de presse est-allemande, Erich Goldammer, fonctionnaire au ministère de l'Information, Alexander Abusch, membre du Comité central du Parti communiste, etc (10).

En Pologne, les signes avant-coureurs d'une campagne antisioniste furent très tôt perceptibles. Mais il fallut attendre la fin de l'année 1953 pour que la campagne se déclenche vraiment. En fait, de tous les satellites de l'Union soviétique, c'est la Pologne qui, à l'ère stalinienne, fut la plus contrôlée par l'élément juif de l'Internationale communiste, qui y exerçait véritablement une hégémonie sans partage et systématique. « Aujourd'hui, les Juifs occupent des postes clefs dans le gouvernement polonais », déclara le cardinal Hlond dans le Catholic Herald du 26 juillet 1946. Le même constat fut fait par le célèbre politologue américain de l'époque, John Gunther, dans son livre Behind the Curtain (1949) : « Les hommes qui dominent la Pologne aujourd'hui sont juifs ». Quant à Hilary Cotter dans Jewish World Strategy Made Plain, page 7, 8, il écrit : « De 1945 à 1951, des onze membres du Politburo communiste polonais, pas moins de sept étaient juifs. »

Ces affirmations sont corroborées par les faits. Il suffit de rappeler que le premier président de la République polonaise fut l'Israélite Boleslav Bierut qui avait constitué le « Conseil national polonais » en Union soviétique pendant la guerre et, dans l'ombre de Staline, était entré dans Varsovie sous la

protection des baïonnettes soviétiques, pour y être élu président le 4 février 1946. En outre, le Juif Cyrankiewicz fut président du Conseil et son coreligionnaire Zygmunt Modzelewski resta au ministère des Affaires étrangères jusqu'à la fin 1951. Jakub Berman, lui aussi israélite, fut chef du Politburo.

« En effet, écrit Claudio Veltri dans *Polonia e Lobby ebraica* (Arktos, Carmagnola), les Juifs occupaient une place prépondérante dans le gouvernement et dans le parti à cette époque, à tous les niveaux. Roman Zambrowski, lui aussi de confession israélite, était secrétaire du Comité central du Parti, membre du Politburo et du Conseil d'Etat. Stanislaw Skrzesszewski était ministre de l'Education en 1947-1948. Son coreligionnaire Stanislaw Radkiewicz était ministre de la Sécurité publique (...) Broniewski, le chef du mouvement de la Jeunesse communiste, était également juif. Tadeusz Cyprian, quant à lui, était procureur général du Tribunal supérieur. Un autre Israélite, Julius Katz-Suchy (alias Kazuki, alias Katz) était le délégué permanent de la Pologne à l'ONU ». Comme le rappelle Seweryn Bialer, fonctionnaire du Comité central polonais, « les premières purges antisémites au sein du Parti eurent lieu vers la fin de 1953 et au début de 1954. A cette époque, toutes les personnalités d'origine juive furent écartées. Oskar Dluski, directeur du Bureau extérieur du Comité central, Téodor Feder, son vice-directeur ; Stefan Staszewski, directeur du Bureau de presse du Comité central ; Léon Kasman, directeur de *Trybuna Ludu* et beaucoup d'autres. A la même époque, des milliers d'officiers et de fonctionnaires d'origine juive furent congédiés sans recevoir aucune explication officielle ».

Une vague d'antisémitisme et d'antisionisme dans le bloc soviétique ?

Malgré ces mesures drastiques, il serait exagéré de dire que le bloc soviétique dans son ensemble fut submergé par une vague d'antisémitisme. En effet, le paragraphe 123 de la Constitution soviétique condamnait toujours l'antisémitisme et le paragraphe 59 du code civil et pénal énumérait toutes les peines extrêmement sévères encourues par ceux qui se seraient rendus coupables d'antisémitisme (11). Pour avoir la confirmation que les mesures antisionistes, voire antisémites, prises dans le bloc soviétique ne reposaient pas sur une législation antisémite, il faut se référer à Menachem Gerson, correspondant à Londres du journal israélien *Al-hamishmar*, le Jewish Chronicle du 10 août 1951 écrivait que, « en Allemagne de l'Est, on a pris des mesures énergiques pour éradiquer l'antisémitisme et les personnes coupables d'activités antijuives seront automatiquement condamnées à cinq ans de travaux forcés ».

Quant à l'antisionisme, que les législations des démocraties populaires et de l'Union soviétique distinguaient de l'antisémitisme, il s'agissait d'une lutte contre les développements politiques du judaïsme mondial et d'une volonté de les organiser. Les campagnes antisionistes explosent littéralement dans les pays de l'Est à partir de 1949, pour continuer jusqu'à la mort de Staline et même au-delà. Pourquoi ?

Rappelons-nous qu'en 1948, l'Union soviétique, de concert avec les autres puissances capitalistes sorties victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, reconnut diplomatiquement l'Etat d'Israël, c'est-à-dire l'occupation de la Palestine par des colons juifs. En reconnaissant ce nouvel Etat, l'Union soviétique avait l'intention d'en faire un point d'appui pour son expansion impérialiste au Moyen-Orient. Mais quand la classe dirigeante soviétique s'aperçoit qu'Israël s'aligne progressivement sur les Etats-Unis, puissance qui se veut la « maison mère » du judaïsme dans le monde et son point de référence géopolitique et stratégique, les premières symptômes d'une campagne antisémite se manifestent : c'est la réaction soviétique à l'alliance entre Israël et les Etats-Unis. Dans le Jewish Chronicle du 20 février 1953, David Pela écrit : « Quand, au début de l'année 1949, les Etats-Unis prêtent cent millions de dollars à Israël, les attaques soviétiques contre l'Etat hébreu se font de plus en plus vives. Les grandes manœuvres contre le sionisme et l'Etat d'Israël commencent à se concrétiser dès que les Soviétiques acquièrent la certitude qu'ils ne peuvent plus transformer Israël en un pays satellite de la Russie et constatent que le nouvel Etat hébreu s'aligne globalement sur l'Amérique ».

Staline, pour sa part, n'adopte pas des positions antijuives, mais devient antisioniste à cause de simples contingences d'ordre stratégique, lorsqu'il constate que le nouvel Etat juif rompt l'équilibre politico-stratégique international en défaveur de l'Union soviétique. Le journaliste juif Chiemen Abranski s'en rend parfaitement compte, lorsqu'il écrit dans l'Economist du 9 août 1952 que « les critiques directement adressées à l'Etat d'Israël n'ont rien à voir avec les critiques directement adressées aux Juifs. Le gouvernement soviétique et le Parti communiste ont toujours critiqué le mouvement sioniste en le qualifiant de « droite » ».

Mais, pour d'autres observateurs, le sionisme appartient à l'ordre des « effets ». En fait, disent-ils, il est l'expression politique et concrète de l'âme juive, dans laquelle il trouve sa cause première et ses antécédents logiques et nécessaires. Les positions antisionistes qui ne s'enracinent pas dans l'antijudaïsme, c'est-à-dire dans un refus de la nature et de la manière d'être propres aux Juifs, ne sont qu'une négation partielle des effets périphériques et des manifestations circonstancielles de l'éthique mercantile attribuée aux Juifs par les antisémites. Pour ces derniers, le sionisme est donc une forme politique qui exprime, sur le plan psycho-anthropologique, un archétype universel. Archétype qui, pour les antisémites religieux, est « subversif » et fait partie intégrante de la dimension métaphysique de l'« Anti-Tradition ». Toujours selon la logique de l'antisémitisme religieux, le Juif est une figure historique parmi d'autres qui véhicule et propage l'« Anti-Tradition » d'une façon extrêmement efficace, dynamique et dévastatrice. De toutes les figures de l'« Anti-Tradition », le Juif, tel que l'imaginent ces antisémites religieux, est le plus homogène et le plus typique.

L'antisionisme stalinien est donc une réponse soviétique à la politique israélienne d'alignement sur les Etats-Unis. Cet antisionisme entraîne des mesures purement réactives, qui ne découlent nullement de la répulsion uniforme et radicale que nourrissent les antisémites intégristes et traditionalistes à l'égard du monde spirituel et religieux, culturel et éthique, qui détermine l'ontologie du judaïsme.

Quant aux liens entre la ploutocratie « occidentale » et la Russie bolchevique, ils demeureront intacts pendant toute l'ère stalinienne, pour ne rien dire de l'alliance de celles-ci au cours de la Seconde Guerre mondiale.

La Chambre de commerce soviéto-américaine fut créée en 1922 : son premier président sera René Schley, vice-président de la Chase Manhattan Bank. La Chase Manhattan Bank, propriété de la famille Rockefeller (alias Steinhauer) (12), fut, avec l'Equitable Trust Company, l'une des institutions bancaires qui contribua le plus à ouvrir des crédits au régime bolchevique de Moscou. En 1925, la Chambre de commerce soviéto-américaine négocie le financement des exportations américaines de coton et de machines-outils vers l'Union soviétique. En 1928, elle procède au placement des emprunts russes aux Etats-Unis.

Selon un rapport du Département d'Etat américain, « La Kuhn Loeb and Company, la plus grosse institution financière de New York, participe au financement (En même temps que Karp, dont nous avons déjà parlé plus haut. Note de l'Editeur.), du premier plan quinquennal, après avoir servi de banque de dépôt au gouvernement soviétique, qui y avait transféré plus de six cents millions de roubles or entre 1918 et 1922. » (cf. Charles Levinson, Vodka-Cola) Dans son Between Two Ages, Z. Brzezinski écrit : « Le développement économique soviétique entre 1917 et 1930 a été essentiellement basé sur l'aide technologique américaine. Au moins 95% des structures industrielles de l'Union soviétique ont reçu cette aide. »

« Après la révolution, écrit Charles Levinson, la Standard Oil de New Jersey acquit dans le Caucase 50% des immenses concessions pétrolières qui avaient appartenu à Alfred Nobel et qui, en théorie, avaient été nationalisées. En 1927, la Standard Oil de New York construisit une immense raffinerie en Russie. Peu après, la compagnie new-yorkaise et sa filiale Vacuum Oil Company signèrent avec Moscou un accord de commercialisation du pétrole soviétique en Europe, à la faveur de quoi un prêt de 75 milliards de dollars fut accordé au gouvernement soviétique ». Le 14 juin 1933, Louis McFadden, président du House Banking Committee, déclara : « Le gouvernement soviétique a reçu des fonds du Federal Reserve Board et de la Federal Reserve Bank par le biais de la Chase Bank, de la Guaranty Trust Company et d'autres banques new-yorkaises. Ouvrez les livres de compte d'Amtorg, la société commerciale de l'Union soviétique à New York, ceux du Gostorg, le bureau général de l'Organisation du commerce

soviétique et ceux de la Banque centrale de l'Union des républiques socialistes soviétiques et vous serez stupéfiés de voir les sommes qui ont été prélevées sur le Trésor américain au profit de la Russie. Voyez les affaires qui ont été traitées pour le compte de la Banque centrale de l'Union soviétique par sa correspondante, la Chase Bank de New York (13). »

Une permanence : le néo-tsarisme

Etant donné la permanence et la solidité des relations entre la bureaucratie parasitaire soviétique et la plutocratie « occidentale », la Russie stalinienne ne pouvait pas ne pas avoir des traits nettement néo-tsaristes (14).

L'importance accordée à l'éducation militaire favorisa l'émergence d'une éthique de type spartiate, évidemment soumise à une idéologie perverse. Cette éthique spartiate s'opposait avec force au pacifisme démocratique et à l'intellectualisme qui sous-tendait l'idéologie marxiste. Les campagnes des intellectuels soviétiques contre l'internationalisme culturel et le cosmopolitisme constituaient une tentative de retour aux principales lignes de force de la culture et des traditions populaires russes. La liquidation de la démocratie « assembléiste » des Soviets, à laquelle fut substituée une organisation autoritaire inspirée par les décrets émanant du sommet de la hiérarchie, ainsi que la revalorisation de l'attitude volontariste – l'expression « volonté du prolétariat » apparaît dans la constitution de 1936 – sont des démarches et des phénomènes opposés au déterminisme économique et sociologique du marxisme et constituent autant d'éléments qui font de la Russie stalinienne une expérience historique fondamentalement différente de l'orthodoxie marxiste.

« Avec Staline, écrit E.H. Carr dans *The Russian Revolution From Lenin to Stalin : 1917-1929*, ce qui réapparaît, même si le terme est impropre, c'est l'antisémitisme, ou plus exactement les accents du vieil antisémitisme russe que Lénine et les premiers bolcheviks avaient brutalement réprimé (...) Dans l'art et la littérature, les expériences innovatrices et vivantes des premières années de la révolution furent abandonnées en faveur d'un retour aux modèles traditionnels russes (...) L'école d'histoire et de droit marxiste fut considérée avec suspicion ; chercher une continuité avec le passé russe n'appelait plus la réprobation. Le socialisme dans un seul pays rappelait l'ancien exclusivisme national russe, que Marx et Lénine avaient abhorré. Il n'était absolument plus incongru de situer le régime de Staline dans le contexte de l'histoire russe ».

Les traits néo-tsaristes du pouvoir stalinien étaient-ils en contradiction flagrante avec la Russie réelle de l'époque, gouvernée par une classe dirigeante majoritairement juive et étroitement liée à la haute

finance « occidentale » ? Nous ne le pensons pas. En fait, l'apparente antinomie entre ces deux pôles de l'univers soviétique de l'ère stalinienne doit être replacée dans une grille d'interprétation unitaire, inspirée par une logique unifiante, capable d'intégrer les multiples éléments pris en considération.

Le marxisme, tel qu'il a été conçu par Marx, c'est-à-dire le marxisme en tant qu'ensemble complexe de doctrines économiques, politiques et philosophiques résultant du travail théorique et de la classification idéologique effectués par Marx (alias Kissel Mardochai) lui-même, ne pouvait pas exister réellement ni espérer se réaliser.

Mûrie dans des milieux philosophiques caractérisés par le rationalisme, la pensée du jeune Marx se développa dans les sphères de l'abstraction pure et se coupa ainsi des réalités spirituelles, éthiques, psychologiques, culturelles et historiques qui étaient celles de l'immense majorité des hommes et des peuples de son époque. Le marxisme se posa d'emblée comme un dérivé homogène de la culture des Lumières, en reprenant et en interprétant à sa façon l'égalitarisme et les concepts niveleurs de celle-ci. Mais, malgré ce rationalisme et cette idéologie des Lumières, les nations et les peuples, les religions et les coutumes, les traditions et les mentalités implantées dans la substance raciale des peuples, continuaient à exister ; en théorie, les concepts marxistes niaient ces réalités incontournables ; dans la pratique, cependant, ils devaient en tenir compte et s'appuyer sur certaines de ces données, pour pouvoir gérer concrètement un Etat ou une société. S'il voulait « nager dans le fleuve de l'histoire », le marxisme avait besoin de « bouées réactionnaires ». S'il voulait avoir une influence historique, il devait se conformer aux constantes culturelles, raciales et politiques (surtout dans le domaine de la politique étrangère) qui constituent le « plasma » des peuples et des nations.

Le marxisme d'une part et les constantes historiques et culturelles d'autre part forment les deux pôles d'un complexe russe-soviétique explosif. Chacun de ces deux pôles prend le dessus sur l'autre alternativement, au gré des événements. Cette alternance n'est cependant pas laissée au hasard : en fin de compte, la société soviétique revient toujours au marxisme.

Mais, à l'évidence, le marxisme est parfois ravalé au rang de garniture idéologique ; son statut est alors marginalisé et subordonné à la raison d'Etat ou à la raison historique. La garniture est donc une façade, derrière laquelle peuvent s'exprimer des forces et des exigences issues des profondeurs de l'histoire et de l'âme russes, forces et exigences qui, d'un point de vue strictement marxiste, sont des aberrations ou des hérésies. Au cours de l'aventure soviétique sous Staline, il arrive parfois que l'oligarchie technobureaucratique prenne conscience de l'utilité potentielle de ces forces et de ces exigences, de ces sédiments et de ces dynamiques historiques et culturels. Elle les transforme alors en vecteurs du projet idéologique marxiste, tout en sachant parfaitement qu'ils ne sont pas de nature marxiste et sont même

fondamentalement antimarxistes, mais qu'elle doit en quelque sorte chevaucher et orienter leur dynamique pour atteindre le terme final de l'histoire, terme final qui inaugurera l'ère de la Subversion totale. L'aventure soviétique sous Staline offre au regard de l'historien contemporain une étonnante alternance de deux catégories de discours : un discours communiste pur et un discours national-russe, qui est mis au service de l'appareil soviétique. Le discours national-russe sert de vecteur de puissance : le caractère de ce discours « enraciné » dans l'histoire russe n'est pas de même nature que la ligne imposée par l'idéologie marxiste. Le hiatus permanent entre ces deux types de discours permet de manipuler indéfiniment le peuple russe et de le tromper.

Aux moments les plus décisifs et notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale, malgré le discours patriotique grand-russe, la politique concrète, la ligne réelle de l'Union soviétique stalinienne, ont toujours été dirigées contre les idées et les hommes, les formes politiques et les mouvements qui étaient inspirés par des valeurs traditionnelles. Par exemple, les appels de Staline à « notre Sainte Mère la Russie » ressoudèrent sans doute le peuple autour de valeurs d'ordre et d'enracinement historique, mais ils permirent surtout à l'oligarchie communiste de mobiliser plus facilement les masses slaves contre l'ennemi extérieur, le Troisième Reich. Le vecteur qu'était l'idéologie communiste s'était avéré complètement inapproprié à la mobilisation des masses, car celles-ci se rappelaient trop bien les horreurs commises par le régime, la collectivisation forcée, les mesures contre la paysannerie, le capitalisme d'Etat autoritaire, bureaucratique et centralisé, etc. Les armées allemandes furent donc défaites à la tsariste et non à la bolchevique, mais le résultat final fut le triomphe de l'appareil communiste.

L'époque stalinienne nous montre donc qu'il était possible d'absorber et d'intégrer des composantes idéologiques et culturelles antimarxistes dans un cadre et un projet politiques et militaires qui, eux, correspondaient parfaitement aux objectifs que s'était fixés le marxisme.

« En réalité, écrit Pino Rauti dans *Le Idee che mossero il mondo* (Europa, Rome), le marxisme a trouvé en Europe orientale, dans la race slave, un terrain fertile pour opérer ce que nous appellerions sa « transformation politique » ; brûlé par le feu de la réalité, ce marxisme s'est « condensé » à l'Est dans l'agressivité de peuples jeunes qui aspiraient depuis longtemps à reprendre leur marche expansionniste ». Cette sorte de « transmutation » fut opérée par Staline conformément au machiavélisme qui est à la base de l'idéologie marxiste. Rauti poursuit sa démonstration : « Staline était l'obscur, le taciturne, l'Asiatique, qui ne parlait aucune langue étrangère, contrairement à Trotski ; il n'avait pas voyagé dans le monde entier, contrairement à Trotski ; il ne pouvait pas tenir de brillantes conversations dans les salons, mais il avait compris intuitivement que le marxisme ne pouvait être sauvé que par le communisme et que le communisme ne pouvait durer qu'à condition d'être slavisé, lié à l'impérieuse vitalité d'un peuple qui avait oscillé pendant des siècles entre l'Asie et l'Europe. »

Ce raisonnement ne manque pas de pertinence, comme nous l'a prouvé l'histoire ultérieure : les néo-staliniens sont restés au pouvoir en Russie et dans les pays du « socialisme réel » très longtemps, jusqu'à la « perestroïka » de Gorbatchev, tandis que les trotskistes, même s'ils appartiennent au camp des vainqueurs de 1945, sont devenus des groupuscules minoritaires d'utopistes qui n'ont plus occupé que des positions marginales dans le panorama politique du communisme international (15). Le refus d'assimiler des éléments culturels et politiques issus des coutumes et des mentalités du passé est la conséquence d'une application mécanique et brute des schémas idéologiques marxistes, qui empêche le mouvement marxiste non seulement de fonctionner, mais aussi de créer une pratique de gestion et de conservation du pouvoir. Sans l'aggiornamento idéologique et méthodologique de Lénine et de Staline, la pensée marxiste n'aurait jamais pu conquérir le pouvoir, le détenir et le conserver aussi longtemps (16).

Sur les décombres du genre humain : le marxisme (17)

Le marxisme ne pouvait advenir et exister que sur les décombres du genre humain, réduit à l'état de bouillie spirituelle et culturelle, c'est-à-dire de masse informe et indifférenciée, conforme à ses postulats théoriques et à sa conception délirante de l'homme, conçu comme une pure « animalité économique ». Mais les forces hostiles à ce conformisme schématique n'ont pas cessé d'agir dans l'histoire, formant sans cesse de nouveaux « nœuds » de résistance et de tension que le marxisme a cherché à éliminer en toute logique, tout en essayant de s'adapter à leur dynamique (18).

Nous avons voulu proposer une grille de lecture qui puisse rendre pleinement compte du phénomène stalinien et de ses contradictions apparentes. Cette grille de lecture vaut aussi pour les autres phénomènes politiques issus du marxisme et qui présentent des caractères hétérodoxes par rapport à celui-ci.

La connaissance du système soviétique et de ses techniques de « travestissement » est une condition nécessaire, même si elle n'est pas suffisante, pour pourvoir le comprendre.

Maurizio Lattanzion, Staline et la question juive, Revue d'Histoire Non Conformiste, n°3, juin 1994, revu et corrigé par B.K.

(*) <http://siteresources.worldbank.org/INTINVTCI/Resources/JUNE7&8PAPERBraginsky.pdf> – p. 40

(**) <http://www.thejc.com/news/world-special-reports/how-russia%20%99s-jews-found-a-richer-future>.

(***) Ou l'article a été écrit en italien, ou il a été traduit de l'italien. Dans le premier cas, le français de l'auteur italien est excellent, à défaut d'être parfait. Dans le second cas, c'est la traduction qui est défectueuse. Quoi qu'il en soit, les épreuves n'ont pas été relues sérieusement ; compte tenu de la maison d'édition qui l'a publié, dont le propriétaire a tendance à voir des fautes là où il n'y en a pas dans un manuscrit et à en y introduire, en croyant les corriger, cela n'est guère surprenant. L'article original contient en effet un certain nombre d'italianismes, de fautes et d'erreurs.

Si certaines de ces fautes ne gênent pas la lecture, d'autres la rendent compliquée et hasardeuse, voire impossible. Soucieux de la qualité de l'expression pour des raisons de clarté, nous avons « retraduit » les premières (par exemple, la première phrase du neuvième paragraphe du second chapitre, « En effet, écrit Claudio Veltri dans Polonia e Lobby ebraica (Arktos, Carmagnola), la prépondérance juive dans le gouvernement et dans le parti était prépondérante à cette époque à tous les niveaux », devient : « En effet, écrit Claudio Veltri dans Polonia e Lobby ebraica (Arktos, Carmagnola), les Juifs occupaient une place prépondérante dans le gouvernement et dans le parti à cette époque, à tous les niveaux ») et, quant aux seconde, syntaxiquement correctes, mais incompréhensibles, nous les avons laissées telles quelles. Les phrases fautives ont été mises en italique.

Nous avons remplacé les italianismes par des expressions conformes au génie de la langue française.

Les erreurs de date ou de dénomination de postes ont été rectifiées.

(1) L'auteur parle ici en son nom, car, si rien n'indique que les peuples de couleur aient voulu émuler le national-socialisme, le fait est qu'A. Hitler a toujours maintenu que le modèle national-socialiste était exclusivement allemand par essence et ne pouvait pas s'appliquer à d'autres pays.

(2) Dans tous les cas où il est précédé de « plutocratie », « occidentale » est entre guillemets, pour bien faire ressortir le fait que la plutocratie actuelle n'est « occidentale » que d'un point de vue géographique, au sens où les membres de cette plutocratie vivent en « Occident » et que leurs affaires s'y trouvent pour la plupart, tandis que, pour les plus puissants, des Rothschild aux Rockefeller, ils sont d'origine juive.

(3) Dans le monde francophone, cette théorie, présentée comme un fait, fut exposée pour la première fois dans Maurice Pinay, 2000 ans de complot contre l'Église, 1962, p. 23, publié pendant le Concile de Vatican II « en plusieurs langues et ... très largement diffusé dans les milieux chrétiens du monde entier » (François Suard, Les Clés du Paradis sont tombées dans les égouts du Monde, Publibook, s. d., p. 20) : « Pendant la deuxième guerre mondiale et après celle -ci jusqu'à nos jours, la bande juive qui gouvernait l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques continua d'être très nombreuse, et le premier de la liste est Staline lui-même, dont on a cru longtemps qu'il était géorgien de pure origine et dont on vient de

découvrir qu'il est de race juive, car Djougashvili est un nom qui signifie 'fils de Djou', et Djou est une petite île de Perse vers laquelle émigrèrent de nombreux juifs marranes portugais exilés, qui passèrent ensuite en Géorgie. Il est actuellement tout à fait prouvé que Staline était de sang juif, bien qu'il n'ait jamais ni confirmé ni démenti les rumeurs qui commençaient à courir à ce sujet. » « Selon l'historien Léon Poliakov, les nazis-islamistes du Caire, Gleim et Heiden en tête, se cachaient derrière le pseudonyme de Maurice Pinay : 'Ils avaient tiré de leur sac toutes les vieilles ficelles nazies : le cardinal Bea était juif, ses collègues occidentaux avaient été bernés ou corrompus, l'Église romaine était entachée de l'hérésie judaïque. Orient à l'Amérique latine, nombre de prélates se laissèrent impressionner, et au Concile, les protestations et les amendements fusèrent » (cité in François Suard, op. cit., p. 20-21). « Pinay » donne comme source « Bernard Hutton, in Revue Française, 'Constellation' n° 167, mars 1962, p. 202 ». Djougachvili (ჯუღაშვილი) se décompose en « ჯუღა » et შვილი, « fils de ». En géorgien moderne, ჯუღა n'est pas un mot. En revanche, ჯუღა en est un et, orthographiquement, c'est même le plus proche de չյուղա : seul le troisième signe, ყ dans le premier, զ dans le second, les sépare ; la petite boucle de droite est fermée dans celui-ci, à moitié ouverte dans celui-là. Or, չյուղա veut dire « Juda », non pas l'apôtre (იუდა), ni le royaume (იუდეა), mais le prénom. L'hypothèse a été émise que չյուղա est le nom mal orthographié de չյուղა. Le Caucase était un repère de Juifs dès le VIe siècle avant J.-C., bien avant que les Khazars, un mélange d'ethnies turques, de Huns et d'Iraniens, ne s'établissent en Ciscaucasie « L'Histoire de Géorgie de Vakhushti nous informe que l'autorisation fut accordée à une légation juive qui avait fait appel au prince de Mtskhet, après la destruction du Premier Temple de Jérusalem (586 avant J.-C.), de s'installer à la périphérie de Mtskhet. » (The Universal Jewish Encyclopedia, vol. 8, voir "Mountain Jews", p. 26) La même source rapporte de nombreuses vagues de migration juive dans cette région vers cette époque. « Un autre afflux de réfugiés juifs dans diverses régions de Transcaucasie eut lieu après la destruction du Second Temple à Jérusalem (70 apr. J.-C.). L'importance de cet afflux durant les premiers siècles du christianisme est confirmée par le chroniqueur Faustus de Byzance (IVe apr. J.-C.), qui rapporte que les Perses, sous le roi Shapur II (309 – 379), envahirent l'Arménie et rapportèrent du sud de la Perse plus de 75000 prisonniers juifs, les descendants de ceux qui avaient autrefois rejoint la Transcaucasie de la Palestine. » (ibid.), « D'après les auteurs arabes al-Mas'ûdî, Ibn Hawqal et la Derbent Nameh (L'Histoire de Derbent), il est évident que les Arabes, quand ils conquirent le Daghestan au huitième siècle, y trouvèrent un grand nombre de Juifs (Isidore Singer et Cyrus Adler, The Jewish Encyclopedia, 1912, p. 628). Ils durent y trouver également des peuples dans un état de métissage déjà très avancé. Les premiers témoignages dont nous disposons à l'époque moderne sur les populations de cette région, qu'ils proviennent de géographes, d'archéologues, d'historiens ou de simples voyageurs, sont unanimes à s'étonner du mélange de races qu'elles formaient. La question de l'origine ethnique de Staline ne doit pas constituer un sujet de contention. Quel(s) que soi(en)t le(s) sang(s) qui coulai(en)t dans ses veines, tout, chez Staline, le mépris de la vie humaine au nom de valeurs purement quantitatives, économiques et mercantiles, la dissimulation et la perfidie dans la pratique du pouvoir, l'élimination systématique des opposants, la cruauté des méthodes d'épuration, le maniement hypocrite du sourire et de l'humour, trahit une race de l'âme asiatique. Boukharine le surnommait d'ailleurs le nouveau Gengis Khan.

(3a) Staline eut trois femmes juives, Ekaterina Svanidze, Kadya Allevijah et Rosa Kaganovich, ainsi qu'une maîtresse juive, Ana Rubenstein. Voir <http://www.jewwatch.com/jew-leaders-stalin->

[3%20Jewish%20Wives%20of%20Joseph%20Stalin.html](#), <http://www.jewwatch.com/jew-leaders-stalin-Stalin's%20Love%20Affair%20with%20the%20Jewess%20Ana%20Rubenstein.html>,
http://www.angelfire.com/dawn666blacksun/Stalin_the_Jew.html.

(4) Il épousa la fille de Staline, Svetlana, en 1951. Vassili, le fils de Staline, se maria à Svetlana, la fille que Molotov avait eue de son épouse juive.

(5) Paulina Zemchushchina-Karpovski était la sœur de Sam Karp, propriétaire de Karp Export and Import Co., une entreprise de Bridgeport, dans le Connecticut. Elle devint commissaire aux Cosmétiques, puis, ce qui n'est pas illogique, commissaire à la Pêche.

(6) La hiérarchie soviétique entretenait des relations non moins excellentes avec le banquier suédois Olof Aschberg qui, comme son nom ne l'indique pas, était lui aussi d'origine juive et qui, dans les cercles diplomatiques de l'époque, était déjà surnommé le « banquier des Soviétiques ».

(7) Accusé, avec une douzaine d'autres Juifs, d'espionnage pour le compte de puissances étrangères dans l'après-guerre, il fut fusillé, avec eux, en 1952, sur l'ordre de Beria, un autre Juif.

(8) Une liste plus complète de Juifs en haut lieu sous Staline est consultable à
<http://alor.org/New%20Times/pdf/NT1748.pdf>.

(9) Trois « grandes maisons » avaient été mises à la disposition de Pauker à Bucarest. Par peur d'une tentative d'assassinat, elle dormait dans une maison différente chaque nuit. L'une appartenait au prince Brancoveanu, une autre au grand industriel et spéculateur Nicolae Malaxa (Gyeorgos Ceres Hatonnqui, Marching To Zion, p. 166) qui, quelques années plus tôt, avait aidé Göring à saisir les avoirs de son grand rival, l'industriel juif Max Auschnitt, un proche, comme lui, de Carol II et avait ensuite mis son empire industriel au service de la Reichswerke. Pauker luttait à sa façon contre la plutocratie « occidentale », qui le lui rendait bien.

(10) Quant aux mesures anti-juives qui furent prises dans la zone soviétique de Berlin-Est entre la fin de novembre 1952 et la fin de mars 1953 et qui entraînèrent la fuite de 500 Juifs, loin d'être une manifestation d'antisémitisme, elles s'expliquent par la crainte qu'avaient les autorités communistes que leur esprit de solidarité ne pousse les Juifs de la zone soviétique de Berlin à nouer des liens avec ceux de leurs coreligionnaires qui vivaient à l'Ouest –
http://www.ajcarchives.org/AJC_DATA/Files/1954_10_EastEurope.pdf, p. 268.

(11) L'antisémitisme avait été inscrit dans le code pénal russe comme un délit dès 1918.

(12) <http://www.whoswho.de/bio/john-d-rockefeller.html>.

(13) Voir Gary Allen, The Rockefeller Files.

(14) La relation de cause à effet est loin d'être claire.

(15) En revanche, le trotskisme a fait des petits dans les pays d'Europe de l'Ouest ainsi qu'aux Etats-Unis, où les néo-trotskistes du mouvement dit « néo-cons » sont toujours très influents. En France,

innombrables sont les néo-trotskistes dans les rangs de gangs levantins comme le « Parti Socialiste » et « Les Verts ». L’Italie et l’Espagne ne sont pas en reste. La « Commission européenne », présidée par un maoïste à partir de 2004, l’est désormais par un trotskiste.

(16) Sans l’appui financier des banquiers juifs non plus.

(17) La formule est excessive. En effet, le marxisme s'est implanté dans des sociétés qui avaient conservé leurs traditions, certains iraient même jusqu'à dire leur tradition, comme ce fut le cas en Chine. Mais il est vrai que le Chinois, ne serait-ce que du point de vue de la race du corps, n'apparaît pas comme un être des plus différenciés. Quant aux Russes, « leur fatalisme », leur « sentiment d'une égalité de tous devant le maître, bref ce mélange de passivité et de sentiment du « collectif » qui définirait... la tradition russe » (Georges Nivat, Vers la fin du mythe russe: essais sur la culture russe, de Gogol à nos jours, L'Âge d'Homme, p. 168), tendances qui peuvent être attribuées au fait que ce peuple est, depuis fort longtemps, une mosaïque de raves diverses et variées, les prédisposaient au marxisme, comme, à l'infection, une plaie non cautérisée causée par la morsure d'un animal enragé.

(18) Le paragraphe se termine par cette phrase inintelligible : « Il tentait de leur imprimer son « sens » propre auquel les circonstances devaient finalement s'agencer. »